

Hist. Part

**FONDATION
UNIVERSITAIRE**

BRUXELLES
11, RUE D'EGMONT

X86414

**FONDATION
UNIVERSITAIRE**

BRUXELLES
11, RUE D'EGMONT

WELLCOME
LIBRARY
Pam (H)
FONDATION



311223

La Mission de la Fondation Universitaire

La *Fondation Universitaire*, à laquelle la loi du 6 juillet 1920 a conféré la personnification civile, doit son existence au grand ami de la Belgique, M. Herbert C. Hoover, et à ses collègues de la *Commission for Relief in Belgium*. Elle se propose d'ouvrir l'accès de nos établissements d'enseignement supérieur à tous les jeunes gens bien doués, si limitées que soient leurs ressources.

La Fondation accorde son appui à ceux qui s'en montrent le plus dignes, sans faire de distinction entre eux en raison de leurs croyances ou de leurs opinions, de leur langue maternelle, de l'institution d'où ils sortent, de l'établissement d'enseignement supérieur auquel ils appartiennent ou de celui qu'ils se proposent de fréquenter.

Elle exerce, parmi les jeunes gens qui la sollicitent, une sélection judicieuse, afin de découvrir les candidats qui possèdent, avec la préparation nécessaire aux études supérieures, les qualités d'intelligence et de caractère qui leur permettront de collaborer d'une manière fructueuse au développement et aux progrès de la Belgique.

Son aide prend la forme de *prêts d'études* annuels,

ne portant pas intérêt, et remboursables, dans les limites des ressources du bénéficiaire, au plus tard à partir de la dixième année qui suit sa sortie de l'établissement d'enseignement supérieur qu'il fréquentait.

Ces prêts sont conférés, après une épreuve de maturité et un examen portant sur le programme de la rhétorique, aux candidats recommandés par les chefs des établissements d'enseignement moyen comme possédant des qualités intellectuelles et morales de premier ordre. *Ces recommandations engagent la responsabilité morale de ceux dont elles émanent.*

Seconder les efforts de jeunes gens appliqués, mais en somme médiocrement doués, serait, pour la Fondation, se départir de son but essentiel : elle doit à sa haute mission de choisir uniquement *des valeurs, des intelligences et des caractères d'élite*, des hommes et des femmes appelés à un succès personnel dans la carrière qu'ils choisiront, et décidés à utiliser leurs connaissances pour le bien général du pays.

A titre exceptionnel, des prêts peuvent être consentis à des jeunes gens qui, sans avoir fait d'études moyennes régulières, sont cependant admis dans un établissement d'enseignement supérieur, ainsi qu'à ceux qui auraient déjà commencé leurs études universitaires.

D'autre part, la Fondation alloue chaque année, à un certain nombre de jeunes Belges qui possèdent un diplôme universitaire final, des *bourses d'études* grâce auxquelles ils peuvent compléter leur forma-

tion par un séjour d'un an ou deux dans une université étrangère.

Elle accorde des subventions pour favoriser la publication d'ouvrages et de revues scientifiques en Belgique.

La Fondation Universitaire compte, pour l'aider à remplir sa mission, sur le concours des hommes d'enseignement, à qui incombent la formation de la jeunesse et ce que l'on a appelé si expressivement le drainage de l'élite.

Elle compte sur l'appui des pouvoirs publics, et particulièrement des administrations provinciales qui, en créant des bourses ou des prêts d'études moyennes, donneront aux sujets dignes d'être encouragés les moyens d'arriver jusqu'au seuil de l'enseignement supérieur, où la Fondation les accueillera.

Elle compte enfin sur les pères et les mères de famille, dont c'est l'intérêt et le devoir de préparer aux études universitaires ceux de leurs enfants, garçons et filles, en qui réside une vraie valeur intellectuelle.

Ces concours lui sont nécessaires pour réaliser la tâche à la fois démocratique et patriotique qu'elle s'est assignée : le recrutement des carrières libérales dans toutes les classes de la population, la culture des intelligences et des caractères d'élite, le développement du haut enseignement et des recherches scientifiques.

L'Histoire de la Fondation Universitaire

Les origines de la Fondation Universitaire remontent à l'année 1916; les échanges de vues qui se produisirent à ce moment entre MM. Émile Francqui et Herbert Hoover aboutirent à la constitution d'une Commission d'études; celle-ci prépara, sous l'occupation allemande, un projet longuement étudié (1).

Lorsque la libération du territoire permit d'en poursuivre la réalisation, M. Hoover adressa à M. Francqui, en priant celui-ci de la faire parvenir à M. le Premier Ministre, une lettre exposant ses intentions au sujet de la Fondation.

« Bruxelles, le 28 août 1919.

» Excellence,

» Le Gouvernement belge, le 16 juillet, a officiellement approuvé, comme l'ont fait d'ailleurs les autres Gouvernements intéressés, la méthode que j'ai proposée pour régler les comptes de la *Commission for Relief in Belgium*.

(1) Voir l'article de M. le professeur PAUL HEGER, « La Fondation Universitaire ». (*Le Flambeau*, 15 novembre 1919, II, 11, pp. 681-700.)

» Le paragraphe IV, lettre *e*, de mon *Memorandum* portait :

» Les dons gratuits en espèces et en nature, les bénéfices résultant des concours volontaires prêtés à l'œuvre du ravitaillement, feront l'objet d'un rapport où figureront le montant et l'emploi des sommes. Ce rapport indiquera aussi la partie de cet avoir que la Commission déclarera non dépensée à ce jour et disponible pour la continuation de son œuvre charitable.

» Les sommes fixées par la Commission seront utilisées ou placées dans l'intérêt des populations de la Belgique et du Nord de la France.

» Or, nous venons de faire un examen provisoire des comptes; mais, étant donnée l'importance des opérations qui portent sur plus de quatre milliards de francs, ces comptes ne seront pas en état avant plusieurs mois. Dès à présent, cependant, il est évident que les sommes qui pourront ainsi être réalisées pour la Belgique, d'après les termes du paragraphe ci-dessus, se montent à un minimum de 150 millions de francs. Cette somme comprend les dons non dépensés de la *Commission for Relief*, qui se trouvent dans toutes ses agences en Amérique, Angleterre, Hollande et Belgique, et les profits résultant des opérations effectuées par le Comité National comme agent de la *Commission for Relief in Belgium*.

» Pendant ces quatre dernières années d'association avec les Belges, et au cours de discussions avec mes collègues du Comité National, avec des membres

du Gouvernement, des Universités, et avec le public, il m'est apparu que le service le plus démocratique qui pût être rendu au peuple belge consistait dans l'emploi de ces fonds à l'extension du haut enseignement en Belgique. La guerre et la situation économique qui en est résultée montrent l'extrême importance d'une large diffusion du haut enseignement dans toutes les classes, notamment celles dont les moyens sont limités.

» Pour atteindre ce but, il est nécessaire :

» 1^o De prendre les mesures propres à ouvrir les établissements d'enseignement supérieur aux fils et filles de ceux qui n'ont pas le moyen de supporter la dépense de cet enseignement;

» 2^o D'augmenter les ressources financières des institutions elles-mêmes, de sorte que non seulement elles puissent rendre des services plus efficaces à la collectivité, mais encore que ces établissements puissent supporter la charge supplémentaire d'une fréquentation scolaire accrue.

» C'est pourquoi je propose que les fonds mentionnés plus haut soient utilisés comme suit :

» A. 37 p. c. serviraient à créer une Fondation dont le revenu serait affecté, en principe, à mettre les enfants de familles qui n'auraient point autrement le moyen de payer une telle instruction, en état de l'obtenir. Ceci peut être accompli par des dons, des bourses, etc. Je propose que cette Fondation soit remise à la gestion d'un conseil de *trustees*,

comprenant des Belges et des Américains en nombre égal.

» Ces *trustees* seraient désignés par les Directeurs de la *Commission for Relief in Belgium*. Une petite partie de cette somme serait, conformément à l'avis des *trustees*, employée à l'extension de l'enseignement concernant la protection de l'enfance.

» B. Paiement direct de 63 p. c. de la somme totale aux institutions suivantes, dans cette proportion :

- » Université de Bruxelles : 13 $\frac{1}{3}$ p. c. ;
- » Université de Louvain : 13 $\frac{1}{3}$ p. c. ;
- » Université de Gand : 13 $\frac{1}{3}$ p. c. ;
- » Université de Liège : 13 $\frac{1}{3}$ p. c. ;
- » École des Mines de Mons : 3 p. c. ;
- » École coloniale : 6 $\frac{2}{3}$ p. c.

» Ces fonds seront à la libre disposition de ces établissements. Ils seront employés, cela va sans dire, à accroître leur action et leurs possibilités de servir la collectivité. Le total de ces sommes, cependant, ne doit pas excéder 95 millions, et l'excédent reviendra au fonds A.

» Si les propositions ci-dessus étaient jugées acceptables, je proposerais d'autoriser le Comité National à effectuer, avec les fonds appartenant à la *Commission for Relief in Belgium*, un paiement immédiat de 20 millions de francs dans les intentions et les proportions déterminées sous B, afin de pouvoir surmonter immédiatement quelques-unes des difficultés qui sont les conséquences de la guerre.

» Les arrangements du § 2 doivent être pris aussi rapidement que possible.

» Votre dévoué,

(s.) » HERBERT HOOVER. »

En transmettant cette lettre à M. Delacroix, M. Francqui, Ministre d'État, président du Comité exécutif du Comité national de Secours et d'Alimentation, lui a écrit ce qui suit :

« 2 septembre 1919.

» Monsieur le Premier Ministre,

» J'ai l'honneur de vous transmettre, sous ce pli, une lettre que M. Hoover m'a prié de bien vouloir vous faire parvenir. C'est avec une profonde satisfaction que je m'acquitte de cette mission : nous tous qui avons été associés, avec la *Commission for Relief in Belgium*, à l'œuvre humanitaire de secours et d'alimentation poursuivie sans relâche pendant plus de quatre ans, dans le territoire occupé de la Belgique, nous ne pouvons que nous réjouir des propositions de M. Hoover.

» Fréquemment, depuis le début de la guerre, nous avons étudié et discuté ces propositions avec nos amis américains et des professeurs de nos quatre grandes Universités; nous sommes heureux de voir le projet auquel nous nous étions arrêtés entrer dans la voie des réalisations.

» Nous éprouvons une joie profonde à la pensée que l'œuvre à laquelle tant de dévouements se sont consacrés sous l'inspiration du patriotisme et de la philanthropie se perpétue en quelque sorte en une institution appelée à unir l'entr'aide sociale sous sa forme la plus noble avec le développement de la grandeur intellectuelle et morale du pays. Nous avons la conviction qu'en faisant disparaître successivement, chaque fois qu'il est possible, les conséquences les plus choquantes et les plus pernicieuses de l'inégalité des conditions, on travaille le plus efficacement au maintien de l'esprit d'union et de concorde dont nous eûmes tant de preuves pendant notre détresse. De même, procurer à chacun de nos compatriotes l'occasion et le moyen de donner la pleine mesure de sa valeur personnelle, c'est collaborer de la manière la plus fructueuse au développement de la prospérité du pays et à l'accroissement du bien-être de ses enfants.

» Nos Universités trouveront, dans le concours qui leur est offert, la possibilité de développer notre haut enseignement et de l'élever à la hauteur des exigences modernes; l'effet bienfaisant de ce progrès aura sa répercussion dans la nation entière.

» De telles perspectives ne peuvent que réjouir le cœur de tous les Belges patriotes et philanthropes.

» Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de ma considération très distinguée.

(s.) » E. FRANQUI. »

M. Delacroix répondit à ces deux lettres dans les termes suivants :

« Bruxelles, le 5 septembre 1919.

» A Monsieur Herbert Hoover.

» Cher Monsieur,

» L'honneur m'échoit de vous adresser les remerciements du Gouvernement belge, pour les intentions généreuses exprimées par votre lettre du 28 août 1919.

» Combien de fois n'avez-vous pas justifié le titre d' « Ami de la Nation belge » ! Vous avez, pendant cinq années, consacré votre inépuisable activité au ravitaillement de nos populations en détresse. Mais voici que vous voulez donner une nouvelle preuve des liens de sympathie qui vous unissent à nous, en marquant votre sollicitude pour l'enseignement supérieur et pour toutes les hautes études de nos populations si éprouvées et aussi, en assurant l'avenir des Œuvres de protection de l'enfance, créées pendant la guerre.

» Le Conseil des Ministres, dans sa séance du 5 septembre, a accepté avec reconnaissance le projet dont vous nous avez tracé les grandes lignes. Il soumettra à la législature un projet de loi dotant de la personnification civile les Universités de Gand et de Liège, pour permettre à celles-ci de recevoir les libéralités de la *Commission for Relief*, et il vous

demande — escomptant votre adhésion sur ce point — de faire bénéficier tous les intéressés de vos libéralités, quelle que soit la langue, française ou flamande, en laquelle ils voudraient poursuivre leurs études supérieures.

» En attendant le vote de ce projet de loi, le Gouvernement acceptera volontiers, pour les Universités de Gand et de Liège, les premières sommes que vous mettez à leur disposition, pour leur permettre de pourvoir aux nécessités les plus urgentes.

» Veuillez agréer, cher Monsieur, l'expression cordiale de ma haute considération.

» *Le Premier Ministre,*
(s.) » LÉON DELACROIX. »

« Bruxelles, le 5 septembre 1919.

» A Monsieur Francqui, Ministre d'État, président du Comité National de Secours et d'Alimentation.

» Monsieur le Président,

» Vous avez bien voulu, par votre lettre du 2 septembre, me transmettre la lettre par laquelle M. Hoover, au nom de la *Commission for Relief in Belgium*, nous fait part de ses intentions généreuses.

» Je viens vous demander de bien vouloir lui adresser la lettre par laquelle, au nom du Gouver-

nement, je lui exprime notre vive et profonde reconnaissance et je lui transmets l'acceptation empressée de ses initiatives précieuses.

» Le Gouvernement ne peut oublier, Monsieur le Président, quelle a été votre action dans le concours qui nous a été fourni par la *Commission for Relief in Belgium*, et de quel poids a été votre inspiration féconde dans toutes ses entreprises.

» Nous serions heureux si vous vouliez trouver, ici, l'expression réitérée de notre profonde gratitude, pour les services éminents rendus au pays au cours de ces périodes difficiles.

» Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression cordiale de mes sentiments les meilleurs.

» *Le Premier Ministre,*
(s.) » LÉON DELACROIX. »

Enfin nous reproduisons ici le texte de la lettre adressée par M. Francqui aux administrateurs des Universités de Bruxelles, Gand, Liège et Louvain.

« Bruxelles, le 8 septembre 1919.

» Monsieur le Président,

» La guerre a accumulé bien des ruines dans notre pays; l'enseignement universitaire a été particulièrement éprouvé; le pillage et l'incendie ont exercé leurs ravages dans les locaux qui lui étaient destinés;

de nombreuses collections sont dispersées; une importante bibliothèque a été anéantie. Les établissements d'enseignement supérieur, privés de toutes ressources pendant plus de quatre ans, ont été astreints néanmoins à des dépenses considérables pour l'entretien de leur personnel et ont ainsi épuisé toutes leurs disponibilités.

» On pouvait se demander avec angoisse comment, au milieu des nécessités infinies d'ordre matériel qui nous pressent de toutes parts, le monde savant belge aurait pu se procurer les ressources indispensables pour restaurer notre haut enseignement dévasté et le mettre à même de dispenser à la nombreuse jeunesse qui assiège nos *Alma Mater* la formation générale et les connaissances scientifiques dont la possession est de plus en plus impérieusement exigée par les conditions de la vie moderne et de la concurrence entre les nations.

» Nos amis américains, dont le concours nous fut si précieux pendant la guerre, n'ont pas voulu nous abandonner en ces pénibles circonstances. Donnant suite au projet élaboré par les délégués des quatre Universités belges à la demande du Comité National, la *Commission for Relief in Belgium* vient de décider de consacrer au développement et au perfectionnement universitaire belge le reliquat des fonds demeurés à sa disposition, après justification de sa gestion, et provenant soit de dons charitables, soit de bénéfices réalisés par des concours volontaires et des exemptions ou remises de taxes, de commissions, etc.

» Ces fonds serviront à l'allocation aux Universités de subsides destinés à l'amélioration de l'enseignement et à la constitution d'une fondation pour permettre aux jeunes gens peu fortunés et bien doués de poursuivre des études supérieures, sans qu'il soit fait de distinction entre eux en raison de leur croyance ou de leurs opinions, de leur langue maternelle, de l'établissement d'instruction d'où ils sortent, de l'Université à laquelle ils appartiennent ou de celle qu'ils se proposent de fréquenter.

» Le Gouvernement a accepté avec reconnaissance le projet qui lui a été soumis. Nous sommes heureux, en exécution de la décision concernant les Universités, de pouvoir vous remettre sous ce pli un chèque de 4,232,804 fr. 23 cent., représentant un premier acompte à valoir sur la part qui vous a été attribuée et dont le montant définitif ne pourra être arrêté qu'après la clôture des comptes de la *Commission for Relief in Belgium*.

» Cette somme est mise à votre libre disposition, mais uniquement pour accroître l'efficacité de votre établissement et sa capacité à rendre service à la communauté.

» Le sentiment de la responsabilité qu'encourrait la direction de votre établissement si cette somme n'était point appliquée dans ces directions suffira, nous en sommes convaincus, à écarter toute possibilité d'un mauvais emploi de ce capital.

» Loin de nous l'idée de vouloir nous substituer à ceux qui ont l'obligation de pourvoir le haut enseignement belge des bâtiments et des installa-

tions qui lui sont nécessaires. Nous n'entendons point permettre aux autorités publiques de réaliser des économies sur le budget actuel de l'enseignement.

» En principe, les revenus et non le capital de la dotation doivent être affectés à l'amélioration et au développement de l'enseignement supérieur. L'emploi du capital ne devrait se faire que dans des cas exceptionnels et la décision y relative devrait être entourée de conditions strictes.

» Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments les plus distingués.

» Pour le Comité exécutif :

» *Le Président,*

» FRANCQUI. »

* * *

La réalisation des intentions de MM. Hoover et Francqui ne dépendait plus que du Gouvernement et du Parlement.

Le 10 septembre 1919, M. Delacroix, Premier Ministre, communiquait à la Chambre des Représentants la lettre de M. Hoover et sa propre réponse (1).

Le projet de loi accordant la personnification civile à la Fondation Universitaire fut déposé au

(1) *Annales parlementaires*, Chambre des Représentants, pp. 1517-18.

Sénat par M. Jules Destrée, ministre des Sciences et des Arts, le 24 février 1920 (1).

La Commission déposa le 3 mars un rapport favorable (2), et le Sénat adopta le projet, à l'unanimité, dans la séance du 10 mars (3).

Le projet fut transmis à la Chambre des Représentants (4); la Commission déposa son rapport le 16 juin 1920 (5) et le projet fut adopté à l'unanimité par la Chambre dans ses séances du 24 juin et du 1^{er} juillet (6); sanctionnée par le Roi le 6 juillet, la loi parut dans le *Moniteur* du 29 juillet; le texte en est reproduit plus loin.

Les projets de loi accordant la personnification civile aux établissements d'enseignement supérieur avaient été votés, les uns antérieurement, les autres simultanément; on les trouvera au *Moniteur* du 11 avril (École coloniale supérieure) et du 29 juillet (Universités de Gand et de Liège, École des mines et de métallurgie de Mons).

* * *

Pendant que la Fondation Universitaire s'ache-

(1) *Documents parlementaires*, Sénat, n° 38.

(2) *Documents parlementaires*, Sénat, n° 47. MM. Houzeau de Lehaie, président; Derbaix, Le Jeune, Libbrecht, Meyers et de Pierpont, membres; Surmont de Volsberghe, rapporteur.

(3) *Annales parlementaires*, Sénat, pp. 167-170, 173.

(4) *Projet de loi*, n° 155.

(5) *Documents parlementaires*, Chambre des Représentants, n° 362. M. Harmignie, président et rapporteur; MM. Berloz, de Sélys-Longchamps, Drèze, Mabilie, Segers et Souplit, membres.

(6) *Annales parlementaires*, Chambre des Représentants, pp. 1775-1779, 1788-1791, 1862.

minait en Belgique vers la reconnaissance légale, la *Commission for Relief in Belgium* cessait de fonctionner (1); M. Hoover lui donna quatre héritiers :

La Fondation Universitaire;

Le C. R. B. and N. Fr. Benevolend Fund, qui fait bénéficier de ses libéralités les régions envahies de la France;

La C. R. B. Educational Foundation, enregistrée dans l'État de Delaware le 16 janvier 1920 et qui poursuit en Amérique, au bénéfice des Belges, le même but que la Fondation Universitaire (2);

Enfin le *C. R. B. Fellowship Committee* (3), qui coopère avec la Fondation pour l'échange des boursiers belges et américains, en attendant l'organisation définitive des services de la *C. R. B. Educational Foundation*.

* * *

La Commission de la Fondation Universitaire avait été constituée le 8 avril 1916. Elle comprenait,

(1) Son siège, comme celui des Fondations auxquelles elle a donné naissance, est actuellement, 42, Broadway, New-York. Elle publie le *C. R. B. Bulletin*, qui paraît à intervalles irréguliers.

(2) Les statuts, le règlement et la composition de cette Fondation sont reproduits plus loin.

(3) Il se compose de :

MM. Prentis N. Gray,
John W. Hollowell,
Vernon Kellogg,
Wm. B. Poland,
Edgar Rickard,
John Beaver White,
Perrin C. Galpin, secrétaire.

outre MM. Émile Francqui, Félicien Cattier et Paul Heger, deux professeurs de chacune de nos Universités : pour Bruxelles, MM. Bordet et Vander-rydt; pour Gand, MM. Eëman et Pirenne; pour Liège, MM. Malvoz et Renier; pour Louvain, MM. le chanoine Grégoire et A. Nerincx (1).

« Le travail de la Commission ne devait pas être facilité par les circonstances : la censure et l'absence de communications entre Bruxelles et la région de l'étape empêchaient nos collègues gantois de correspondre avec nous et bientôt l'un de ceux dont nous avions escompté la précieuse collaboration, Henri Pirenne, prenait le chemin de l'exil où Félicien Cattier devait plus tard le rejoindre. Le fait même de se réunir sans autorisation était un délit que nous commettions du reste avec d'autant plus de plaisir que l'ennemi menaçait davantage.

» C'est dans ces conditions que la Commission se mit à l'œuvre; ses réunions avaient lieu dans le bureau de M. Cattier, à la Banque d'Outre-Mer, dont l'hospitalité discrète nous fut très précieuse (2). »

(1) En décembre 1919, la Commission s'adjoignit M. Adolphe Max, bourgmestre de la ville de Bruxelles; M. Halleux, administrateur de l'École des Mines de Mons; M. Hubert, recteur de l'Université de Liège; Mgr Ladeuze, recteur de l'Université de Louvain; M. Léon Leclère, recteur de l'Université de Bruxelles, ainsi que M. Millard K. Shaler et le major William H. Tuck, membres de la *Commission for Relief in Belgium*.

Le 13 février 1920, M. le professeur Eëman, que ses occupations avaient contraint de donner sa démission, fut remplacé par M. le professeur Demoulin.

(2) PAUL HEGER, « La Fondation Universitaire ». (*Le Flambeau*, 15 novembre 1919, II, 11, p. 693.)

Après la libération du territoire, tout en poursuivant la reconnaissance légale de la Fondation, la Commission qui en avait préparé les statuts et défini les modes d'action continua à siéger.

Sans doute, elle n'était investie d'aucun mandat légal; mais, composée des promoteurs et des donateurs de la Fondation, — ou de leurs représentants, elle ne crut pas pouvoir rester inactive au moment où les circonstances matérielles menaçaient de contraindre les jeunes gens les plus méritants à interrompre leurs études; d'accord avec les recteurs des quatre Universités et avec l'administrateur de l'École des Mines de Mons, elle consacra une partie, en somme minime, du revenu de la Fondation à subvenir aux besoins les plus pressants. D'autre part, elle prit les mesures nécessaires pour que la mise en train de la Fondation ne souffre aucun retard.

La Commission a tenu quinze séances : les 8, 15 et 29 avril, les 13 et 21 mai, le 3 et le 24 juin 1916; puis, après l'armistice, le 8 février, le 8 septembre et le 20 décembre 1919; enfin le 28 janvier, le 13 février, le 5 et le 26 mars, le 18 juin 1920.

Au cours de ces réunions, la Commission a rédigé le projet de loi accordant la personnification civile à la Fondation, accordé 212 prêts d'études universitaires pour l'année académique 1919-1920, réglé le mode d'octroi des prêts d'études pour l'année académique 1920-1921, organisé d'accord avec le *Fellowship Committee* de New-York, l'envoi de 24 boursiers belges dans les Universités américaines et la réception de 24 boursiers américains dans les

établissements belges d'enseignement supérieur, enfin octroyé un subside aux homes et restaurants universitaires.

D'autre part, la Commission a élaboré un projet de statuts de la Fondation, approuvé depuis par le Conseil d'administration et sanctionné par l'arrêté royal du 31 août 1920. Elle a, de plus, proposé diverses dispositions relatives aux publications universitaires.

Le 6 août 1920, la Commission s'est dissoute pour faire place au Conseil d'administration, nommé en vertu de la loi du 6 juillet 1920; c'est à celui-ci désormais qu'est confiée la direction de la Fondation Universitaire.

Loi portant personnification civile de la Fondation Universitaire

(*Moniteur belge* du 29 juillet 1920.)

ARTICLE PREMIER. — Il est créé, sous le nom de Fondation Universitaire, une institution d'utilité publique, dotée de la personnalité juridique et régie par un règlement organique qui sera élaboré et modifié par son Conseil d'administration, sous l'approbation du Roi.

ART. 2. — La Fondation Universitaire poursuit l'avancement de la science.

Elle a pour objet de faciliter aux jeunes gens belges, sans fortune, l'accès d'établissements d'enseignement supérieur et de développer la production scientifique en Belgique.

Elle ne professe aucune doctrine d'ordre philosophique ou politique.

Elle accorde son appui aux savants, aux chercheurs et aux étudiants qui s'en montrent le plus dignes, sans faire de distinction entre eux en raison de leurs croyances ou de leurs opinions, de leur langue maternelle, de l'établissement d'instruction dont ils sortent, de l'établissement d'instruction supérieur auquel ils appartiennent ou de celui qu'ils se proposent de fréquenter.

ART. 3. — La Fondation Universitaire est administrée et représentée par un Conseil d'administration composé :

1^o De professeurs ou chargés de cours élus pour cinq ans par le corps professoral de chacune des universités de l'État ou dotées de la personnalité civile, sur la base de trois membres par Université; d'un représentant élu pour cinq ans par le corps professoral de l'École des Mines de Mons

et d'un représentant élu pour cinq ans par le corps professoral de l'École coloniale;

2^o D'administrateurs nommés par la *Commission for Relief in Belgium (Educational Foundation)*, enregistrée dans l'État de Delaware, le 16 janvier 1920 (C. R. B.), en nombre égal, au maximum, à celui des administrateurs nommés conformément à l'alinéa précédent.

ART. 4. — Le règlement organique de la Fondation Universitaire est publié aux annexes du *Moniteur belge*. Il en est de même des nom, prénoms, profession et domicile des membres du Conseil d'administration. Cette dernière publication est renouvelée annuellement dans la première quinzaine du mois de janvier.

ART. 5. — La Fondation Universitaire ne peut posséder en propriété ou autrement que les immeubles qui sont nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

ART. 6. — Les donations entre vifs ou par testament faites à la Fondation Universitaire n'auront d'effet qu'autant qu'elles seront autorisées par arrêté royal. L'arrêté qui autorise l'acceptation d'une libéralité comprenant un immeuble détermine, s'il y a lieu, le délai dans lequel l'immeuble devra être réalisé.

Toutefois la Fondation Universitaire est autorisée, dès à présent, à accepter toutes libéralités qui lui seraient faites par la *Commission for Relief in Belgium*.

ART. 7. — Toutes donations faites à la Fondation Universitaire par la *Commission for Relief in Belgium* seront exemptes des droits de timbre et d'enregistrement.

ART. 8. — Le Gouvernement veille à ce que les biens et les revenus de la Fondation Universitaire soient conservés et affectés à leur destination. Il peut se faire rendre compte de la situation de la Fondation et annuler les

décisions des administrateurs qui seraient contraires aux lois ou à l'intérêt général.

ART. 9. — Le Gouvernement fait tous les ans un rapport sur l'activité de la Fondation Universitaire et sur la situation financière de celle-ci, avec un état des biens de toute nature affectés à la réalisation de son objet. Les comptes de l'exercice précédent sont joints à ce rapport.

Donné à Laeken, le 6 juillet 1920.

Règlement organique de la Fondation Universitaire

(Approuvé par arrêté royal du 30 octobre 1928.)

TITRE I

But et siège de la Fondation.

ARTICLE PREMIER. — La Fondation Universitaire, qui jouit de la personnalité juridique en vertu de la loi du 6 juillet 1920, poursuit l'avancement de la science.

Elle a pour objet de faciliter aux jeunes gens belges sans fortune l'accès des établissements d'enseignement supérieur et de développer la production scientifique en Belgique.

Elle ne professe aucune doctrine d'ordre philosophique ou politique.

Elle accorde son appui aux savants, aux chercheurs et aux étudiants qui s'en montrent le plus dignes, sans faire de distinction entre eux en raison de leurs croyances ou de leurs opinions, de leur langue maternelle, de l'établissement d'instruction d'où ils sortent, de l'établissement d'enseignement supérieur auquel ils appartiennent ou de celui qu'ils se proposent de fréquenter.

ART. 2. — Le siège administratif de la Fondation est à Bruxelles, dans les bureaux du secrétariat.

TITRE II

De l'administration.

CHAPITRE PREMIER

Du Conseil d'administration.

ART. 3. — La Fondation Universitaire est administrée et représentée par un Conseil d'administration composé :

1^o De professeurs ou chargés de cours élus pour cinq ans par le corps professoral de chacune des Universités de l'État et des Universités douées de la personnalité civile, sur la base de trois membres par Université; d'un représentant élu pour cinq ans par le corps professoral de l'École des Mines de Mons et d'un représentant élu pour cinq ans par le corps professoral de l'Université coloniale;

2^o D'administrateurs nommés par la *Commission for Relief in Belgium Educational Foundation*, enregistrée dans l'État de Delaware, le 16 janvier 1920 (C. R. B.), en nombre égal, au maximum, à celui des administrateurs nommés conformément à l'alinéa précédent.

ART. 4. — Pour l'élection prévue à l'article précédent, les professeurs et chargés de cours en fonction sont, dans chaque Université, répartis en trois groupes nommant chacun un représentant, à savoir :

1^o Le groupe des sciences morales et politiques, comprenant la Faculté de philosophie et lettres, la Faculté de droit et, le cas échéant, la Faculté de théologie;

2^o Le groupe des sciences naturelles, comprenant la Faculté de médecine et les professeurs de la Faculté des sciences qui enseignent les sciences biologiques;

3^o Le groupe des sciences physiques et chimiques, des sciences mathématiques et des sciences appliquées.

Il appartient à chaque Université de désigner le groupe dans lequel chacun des professeurs ou chargés de cours prendra place en vertu de son enseignement principal.

Nul ne peut voter dans plus d'un groupe.

En cas de parité de voix, le professeur le plus jeune l'emporte.

ART. 5. — En cas de vacance d'un siège d'administrateur, il est pourvu au remplacement du titulaire, dans les trois mois au plus tard, par le corps qui l'avait désigné.

ART. 6. — Le Conseil d'administration représente la Fondation.

Il fait tous actes d'administration ou de disposition qui intéressent celle-ci.

Il exerce tous les pouvoirs qu'il n'a point délégués.

ART. 7. — Le Conseil d'administration désigne son Président et ses Vice-Présidents parmi les membres du Bureau dont il est question à l'article II. Leur mandat est de cinq ans.

ART. 8. — Tous les documents relatifs aux questions soumises au Conseil sont tenus au secrétariat à la disposition des membres et ce à partir du jour de l'envoi de la convocation du Conseil.

ART. 9. — Les résolutions du Conseil sont prises à la majorité des suffrages. En cas de parité, la voix du Président est prépondérante.

ART. 10. — Les délibérations du Conseil sont actées dans des procès-verbaux signés par le Président et le Secrétaire. Ces procès-verbaux sont inscrits dans un registre spécial. Une copie en est envoyée au Ministre des Sciences et des Arts après chaque séance.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le Président et le Directeur ou, à leur défaut, par deux membres du Conseil d'administration.

CHAPITRE II

Du Bureau.

ART. 11. — Le Bureau se compose de sept membres au moins et de dix membres au plus. Chacune des Universités est représentée dans le Bureau par son Recteur.

Les autres membres du Bureau sont élus pour cinq ans par le Conseil d'Administration; le Directeur de la Fondation Universitaire fait partie de droit, du Bureau.

ART. 12. — Le Président du Conseil préside aussi le Bureau.

ART. 13. — Le Bureau étudie et soumet au Conseil d'administration toutes les questions dont celui-ci doit être saisi. Il arrête l'ordre du jour des séances du Conseil. Il veille à l'exécution des décisions du Conseil d'administration.

CHAPITRE III

Du Président.

ART. 14. — Lorsque le Bureau ne peut se réunir, le président du Conseil d'administration prend, de sa seule autorité, toutes les mesures urgentes, sauf à en saisir le Conseil dans la plus prochaine séance.

Il convoque et préside le Conseil d'administration et le Bureau.

En cas d'empêchement du Président, l'un des Vice-Présidents exerce toutes les fonctions de la présidence.

CHAPITRE IV

Du Directeur.

ART. 15. — Le Conseil d'administration nomme un Directeur qui peut faire partie du Conseil. Celui-ci assure la gestion journalière de la Fondation dans les conditions fixées par le Conseil d'administration auquel il rend compte de l'accomplissement de sa mission.

CHAPITRE V

Du Secrétaire.

ART. 16. — Le Conseil d'administration nomme en dehors de ses membres, un Secrétaire, dont il fixe les attributions et le traitement.

TITRE III

Du patrimoine et du budget de la Fondation.

ART. 17. — Le Conseil d'administration désigne, parmi les dirigeants des grandes banques belges, cinq personnes qui constituent le Comité consultatif des finances de la Fondation. Ces nominations sont faites pour cinq ans et peuvent être renouvelées.

ART. 18. — Aucune mesure affectant l'emploi ou le réemploi du capital de la Fondation ne peut être prise par le Conseil sans avoir été soumise à l'avis de ce Comité.

L'avis du Comité des finances peut ne pas être suivi par le Conseil d'administration, mais il est, dans tous les cas, mentionné au procès-verbal.

ART. 19. — Le Conseil d'administration dresse, chaque année, le budget de ses recettes et de ses dépenses, ainsi que le compte de l'exercice écoulé.

Il fait tous les ans rapport au Gouvernement sur l'activité de la Fondation et sur la situation financière de celle-ci; il y annexe un état des biens de toute nature affectés à la réalisation de son objet. Les comptes de l'exercice précédent sont joints à ce rapport.

ART. 20. — Les ressources de la Fondation sont affectées aux objets suivants, dans les proportions fixées par le Conseil :

1^o Des subsides peuvent être accordés, à titre de prêt non productif d'intérêt, à des jeunes gens belges méritants et dénués de ressources suffisantes, en vue de leur permettre de poursuivre, dans les établissements d'enseignement supérieur belges, les hautes études visées par les règlements de la Fondation;

2^o Des bourses peuvent être octroyées à des jeunes gens belges ayant terminé leurs études supérieures, afin de leur permettre de compléter leur formation dans des établissements scientifiques à l'étranger, pendant une ou deux années;

3^o Des subventions peuvent être accordées pour favoriser la publication d'ouvrages et de revues scientifiques en Belgique;

4^o Des subsides peuvent être alloués à des institutions et associations scientifiques;

5^o Des subsides peuvent être accordés discrétionnairement par le Conseil pour tout objet qui se trouve étroitement en rapport avec le développement de la haute culture scientifique dans le pays et l'amélioration de l'enseignement supérieur.

ART. 21. — Les frais d'administration ne peuvent, sans l'assentiment du Gouvernement, dépasser 10 p. c. du revenu de la Fondation.

TITRE IV

De la réalisation de l'objet de la Fondation.

CHAPITRE PREMIER

Des prêts universitaires.

ART. 22. — Les prêts universitaires sont accordés par ordre de mérite aux candidats qui ont subi, d'une manière jugée satisfaisante par le Conseil, un examen de maturité démontrant qu'ils possèdent une formation intellectuelle qui les rend aptes aux études supérieures.

ART. 23. — Sont admis aux examens de maturité les candidats réunissant les conditions suivantes :

- 1^o La qualité de Belge;
- 2^o Un état de santé satisfaisant;
- 3^o L'insuffisance de ressources de leurs parents ou de ceux qui en tiennent lieu, pour les études qu'ils se proposent de poursuivre;
- 4^o Des garanties de formation suffisante, du caractère et une bonne moralité;
- 5^o Éventuellement l'âge prévu par les règlements de la Fondation.

ART. 24. — La justification des conditions d'admissibilité à l'examen de maturité et l'organisation de cet examen, sont déterminées par des règlements d'ordre intérieur qui sont rendus publics.

ART. 25. — Les jeunes gens qui ont déjà subi avec succès une ou plusieurs épreuves universitaires, dans les conditions fixées par un règlement spécial, peuvent sur décision du Conseil, être dispensés de l'examen.

ART. 26. — Les prêts universitaires sont consentis pour une année académique sans aucun engagement de renouvellement. Ils sont proportionnés aux besoins des étudiants.

ART. 27. — Le représentant légal du bénéficiaire mineur intervient à l'acte de prêt.

ART. 28. — La Fondation Universitaire se réserve le droit de suspendre, à tout moment, le paiement des échéances encore dues du prêt et même d'annuler celui-ci, si elle estime que la conduite et l'assiduité au travail du bénéficiaire ou les résultats obtenus par lui justifient pareille mesure. Elle en décide librement et sans que sa décision puisse être l'objet d'aucun recours.

ART. 29. — Le bénéficiaire du dit prêt s'engage à le rembourser à due concurrence à la Fondation Universitaire, dans les limites de ses ressources, au plus tard à partir de la dixième année qui suivra celle pendant laquelle il aura achevé ses études ou abandonné l'établissement d'enseignement supérieur qu'il fréquentait.

Le remboursement est exigible avant même l'expiration de ce délai de dix ans dans le cas où le bénéficiaire du prêt acquiert soit par donation, soit par héritage ou autrement, les ressources suffisantes à cet effet.

L'obligation de remboursement est strictement personnelle et n'est pas transmissible.

CHAPITRE II

Bourses d'études dans des établissements scientifiques à l'étranger.

ART. 30. — La Fondation peut accorder des bourses ayant pour but de permettre à des jeunes gens belges qui ont terminé leurs études, de compléter leur formation dans

des établissements scientifiques de l'étranger pendant une ou deux années.

ART. 31. — Le Conseil prend à cet égard l'avis des professeurs compétents. Il est tenu compte des succès des candidats et des travaux qu'ils auraient produits pendant le cours de leurs études.

ART. 32. — L'octroi des bourses est subordonné à la preuve d'un séjour effectif à l'étranger. A la fin de la première année, le boursier adresse à la Fondation Universitaire, un rapport succinct, rendant compte de ses travaux; les allocations peuvent être continuées pendant une seconde année.

ART. 33. — Les subsides ne sont accordés qu'à des jeunes gens ne possédant pas de ressources personnelles suffisantes. Ils n'impliquent pas l'obligation du remboursement.

CHAPITRE III

Subsides aux publications.

ART. 34. — La Fondation peut accorder des subventions pour favoriser la publication d'ouvrages et de revues scientifiques en Belgique.

ART. 35. — Elle ne subventionne en principe qu'une revue dans chaque ordre de science; elle n'intervient par voie de subsides aux auteurs que pour la publication de travaux originaux et inédits, intimement liés au développement des sciences.

ART. 36. — Les subventions pour publication ne sont accordées qu'à des Belges ou encore à des étrangers qui ont poursuivi leurs recherches dans un établissement scientifique belge. Il ne pourra être dérogé à cette règle que dans des cas exceptionnels dont le Conseil est le seul juge.

CHAPITRE IV

Subsides aux institutions et associations scientifiques.

ART. 37. — Des subventions peuvent être allouées à des institutions et associations scientifiques.

TITRE V

De la représentation de la Fondation Universitaire vis-à-vis des tiers.

ART. 38. — La correspondance est signée soit par le Président du Conseil, soit par le Directeur sans préjudice à toute délégation qu'ils peuvent faire de leur pouvoir de signer. Toutes les pièces sont également signées par le Secrétaire.

ART. 39. — Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la Fondation par son Conseil d'administration, poursuites et diligences du Président.

TITRE VI

Dispositions diverses.

ART. 40. — Les fonctions de membre du Conseil, du Bureau et du Comité des finances de la Fondation sont gratuites. Il est toutefois alloué aux membres de ces

divers collèges qui sont appelés à se déplacer, une indemnité calculée de manière à couvrir leurs frais de voyage et de séjour.

TITRE VII

Modifications au règlement organique.

ART. 41. — Le règlement organique de la Fondation peut être modifié par le Conseil d'administration.

Nulle modification n'est acquise si elle n'a fait l'objet de deux délibérations, dont la seconde confirme la première à trois mois d'intervalle.

Le Conseil ne pourra valablement délibérer sur ces modifications, si deux tiers au moins des membres qui le composent ne sont présents; et nul changement ne sera adopté s'il ne réunit au moins les deux tiers des suffrages.

Toutes les modifications au règlement organique sont soumises à l'approbation du Roi.

Les délibérations sur les modifications proposées au règlement organique ou aux règlements intérieurs de la Fondation sont portées à l'ordre du jour un mois avant l'ouverture des débats relatifs à ces questions.

TITRE VIII

Dispositions générales.

ART. 42. — Toutes les demandes d'intervention doivent être adressées au Directeur de la Fondation Universitaire, au siège de la Fondation, 11, rue d'Egmont, à Bruxelles.

Un règlement particulier détermine les conditions et les dates de remise.

Le Directeur de la Fondation Universitaire, après avoir ajouté aux requêtes tous les éléments d'information nécessaires, soumet les documents aux Commissions compétentes.

ART. 43. — Les demandes munies de l'avis des Commissions compétentes, sont transmises au Directeur de la Fondation Universitaire, qui, après les enquêtes administratives d'usage, les soumet à son tour au Bureau et au Conseil d'administration de la Fondation Universitaire pour décision.

Le Directeur de la Fondation Universitaire, une fois la décision prise par le Conseil d'administration, veille à l'exécution de cette décision.

